

soir. Je vois ici un honorable monsieur qui assistait à cette assemblée, et il n'y a aucun doute qu'il a partagé l'opinion exprimée sur le compte de ceux qui demanderaient une réduction dans le tarif. M. Gurney a déclaré que tout homme qui, du haut d'un husting, recommanderait un changement dans la politique actuelle pour y substituer une politique sans principes ne serait rien autre chose qu'un anarchiste, et le peuple devrait se lever contre les anarchistes et les pendre tous en masse. Ainsi, les cultivateurs d'Ontario, comme corps, devront être pendus, et ce sera une tâche difficile, car ils demandent tous la réduction du tarif, et non seulement la réduction du tarif, mais encore l'abolition de ce système de protection. Pas plus tard que hier, j'ai entendu l'honorable premier ministre déclarer de son siège, qu'il lui restait encore à entendre la première déclaration faite par un homme public quelconque des Etats-Unis, que la crise financière avait été causée par la politique nationale ou le système protecteur. Voici une déclaration de M. Bryant, membre du Congrès américain, concernant les effets de la protection aux Etats-Unis :—

La protection est une violation des lois internationales, humaines et divines, parce qu'elle prohibe le commerce entre les enfants des hommes, niant par là la paternité de Dieu et la confraternité des hommes. Elle a entraîné l'industrie dans le besoin, la mendicité et la misère; elle a forcé la vertu couverte de haillons à se livrer au vice; elle a chassé de pauvres mères, portant leurs enfants sur leur sein d'un foyer confortable, sans pain, au milieu des régions de l'hiver, et elle a refusé au père et au mari l'ouvrage nécessaire pour supporter sa famille; elle a fait des milliers de millionnaires et des millions de vagabonds, autant de malheureux pour la société; elle a rempli les prisons de criminels et les églises d'hypocrites; elle a conduit des millions de travailleurs honnêtes aux fourneaux économiques, pour y recevoir leur pitance, au nom de la charité, sur les produits de leur propre labeur dont ils avaient été en partie dépourvus; elle fait des hommes une marchandise, des femmes des esclaves, des enfants des mendiants, et des parias de tous, et ensuite elle conserve le pouvoir par la corruption et la fraude; elle est l'auteur de tous les systèmes d'exploitation de l'homme par l'homme existant dans le monde, où les femmes et les enfants suent du sang pour être frappés en monnaie pour satisfaire l'avidité de Mammon, et elle travestit la promesse de Dieu en mensonge, et nous voyons le juste "demandant son pain" en dépit de la promesse contraire faite par Dieu lui-même.

Personne ne saurait nier que dans notre pays la protection a en cet effet dans une grande mesure. Quelqu'un pourrait-il se lever et me dire qu'un gouvernement peut légiférer de manière à rendre riches tous les habitants d'un pays? Je ne demande pas qu'on accorde des privilèges aux cultivateurs du pays, mais je demande qu'ils soient soulagés des charges injustes qui pèsent sur leurs épaules. Tout ce que je demande, c'est que toutes les classes de la société soient placées dans une position telle qu'elles reçoivent la récompense entière d'un travail honnête. Je prétends, M. l'Orateur, que, aucun cultivateur et aucun ouvrier ne reçoit la pleine récompense de son travail dans un pays de protection aussi élevée qu'elle l'est au Canada. Je prétends que, aujourd'hui, pour tout achat qu'il fait, le cultivateur reçoit \$100 de marchandises qu'il paie \$130, et cela est spécialement le cas dans la classe des marchandises manufacturées et vendues à la population du pays.

Le ministre de l'Agriculture, lorsqu'il est allé au Nord-Ouest, n'a pas exposé la véritable condition des affaires; mais beaucoup de gens qui y résident savent quelle est cette condition, et le gouvernement a eu un avant-goût des intentions du Nord-Ouest aux dernières élections de Winnipeg, lorsque

M. McMILLAN.

mon honorable ami, qui siège en arrière (M. Martin), a été élu comme son adversaire. Ce n'est qu'un échantillon de ce que fera le Nord-Ouest, lorsqu'il aura l'occasion d'agir. Il a vécu assez longtemps de promesses, et il est bien décidé à ne pas se laisser leurrer davantage. A la dernière élection, les cultivateurs d'Ontario ont été leurrés, lorsque le gouvernement leur a dit qu'il avait dissous le parlement avant l'expiration de son existence naturelle, afin qu'il lui fût permis de se présenter devant le peuple du pays, et de s'appuyer sur l'autorité d'un nouveau parlement, et non sur celle d'un parlement mourant, pour se rendre à Washington pour y discuter la réciprocité, vu que le gouvernement des Etats-Unis avait sollicité une conférence dans ce but. Nous savons tous quelle humiliation a subi le peuple du Canada, lorsqu'un personnage d'un haut emploi dût se rendre subsequmment à Washington, et qu'à sa courte honte il lui fallût retirer l'assertion répandue si longuement au Canada, que les Etats-Unis avaient demandé la réciprocité. A ma grande surprise, l'année dernière, me trouvant à Clinton, j'entends le premier ministre déclarer sur le husting que, lorsque les ministres se rendirent à Washington, ils offrirent la réciprocité, non seulement dans les produits naturels, mais qu'ils ont également offert une liste de produits manufacturés. J'avais sur moi l'adresse du président des Etats-Unis, envoyée en réponse à une résolution du Sénat, demandant un rapport de ce qui s'était passé à la conférence, et j'en ai profité pour la faire voir à quelques conservateurs, à cette assemblée, moins de cinq minutes après que le premier ministre eut fait cette déclaration. J'ai été surpris de le voir essayer de tromper le peuple et abuser de son ignorance et de sa crédulité d'une pareille manière. C'est ce que fait le gouvernement dans toute l'étendue du pays, et le temps approche rapidement où il lui faudra se justifier de tout cela devant le peuple.

Le ministre de l'Agriculture a dit aux gens que le pays est dans une condition prospère. Le contrôleur des Douanes et le contrôleur du Revenu de l'intérieur nous ont répété, à tour de rôle, que le pays est dans une condition prospère. Cinq mille piastres par année, à part l'indemnité, qui vont dans sa bourse, sont de nature à faire croire à n'importe qui qu'un pays est prospère lorsqu'il peut augmenter les salaires de ses officiers et fonctionnaires et augmenter encore les taxes qui pèsent sur le peuple.

Le peuple croyait que le gouvernement allait pratiquer l'économie, et on me demanda ce que cela voulait dire. On me demanda, en même temps, la signification d'un bill qui fût présenté à la Chambre, l'année dernière, nommant une commission du service civil. On me demanda si cette commission devait être permanente, et s'il y aurait des salaires attachés aux fonctions des commissaires? Oh! M. l'Orateur, ils ont été étonnés, lorsque je leur ai dit qu'il y avait deux officiers qui touchaient \$300 par année, et un qui en touchait \$1,250, et que son salaire pourrait être augmenté jusqu'à \$1,500. Lorsqu'on me questionna sur les devoirs qu'ils avaient à remplir, je restai à quia. Je n'en savais rien. Je n'en ai jamais entendu l'exposé, et la seule explication que je pouvais en donner, c'était pour procurer un bon lit dodu à quelque partisan